

Compte-rendu du Conseil Municipal
du mardi 22 avril 2014

Le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur le Maire-Adjoint, Thierry LEYVRAZ

Nombre de conseillers : 15
En exercice : 15
Votants : 12

Le vingt deux avril de l'an deux mil quatorze, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Thierry LEYVRAZ, 1^{er} adjoint au Maire.

Date de la convocation : 14 avril 2014

Présents : MATHIEU Catherine, MARTIN Colette, LETSCHER Robin, SAITTA Carmelo, AUBRY Catherine, GIROD Marie-Pierre, CHIGGIATO Paolo, LEYVRAZ Thierry, DURAFFOURG Guy, ESTEVENY Laure, HERREROS Y GOMEZ Elodie, NEHR Sophie

Absents excusés : RAVOT Jean-François, VERNAY Sébastien, TISSOT Patrick

Secrétaire de séance : ESTEVENY Laure

Début de la séance : 20h00

I - DELIBERATIONS :

1- Délibération relative aux délégations consenties au maire par le Conseil Municipal
Présenté par T. Leyvraz

Vu les articles L 2122-22 et L 2122-23 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que le maire de la commune peut recevoir délégation du conseil municipal afin d'être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre un certain nombre de décisions,

Considérant qu'il y a lieu de favoriser une bonne administration communale et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité,

Article 1 : Le maire est chargé, pour la durée du présent mandat, et par délégation du conseil municipal :

- (1) D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
- (2) De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- (3) De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- (4) De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- (5) De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- (6) De passer les contrats d'assurance ;
- (7) De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- (8) De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- (9) D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

- (10) De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- (11) De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- (12) De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (*domaines*), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- (13) De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- (14) De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- (15) D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;
- (16) D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal ;
- (17) De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;
- (18) De donner, en application de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- (19) De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- (20) De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal ;
- (21) D'exercer, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L 214-1 du code de l'urbanisme ;
- (22) D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L 240-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Article 2 : Conformément à l'article L 2122-17 du code général des collectivités territoriales, les compétences déléguées par le conseil municipal pourront faire l'objet de l'intervention du premier adjoint en cas d'empêchement du maire.

Article 3 : Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Accepté à l'unanimité

2- Approbation du compte administratif 2013 **Présenté par T. Leyvraz**

La Commission administrative, réunie sous la présidence de M. Thierry LEYVRAZ, Maire-adjoint ;
Délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2013, dressé par M. Jean-François RAVOT, ordonnateur ;
Après s'être fait représenter les budgets primitif et supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recette, les bordereaux des mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur ;
Considérant que M. Jean-François RAVOT, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2013, les finances communales en poursuivant le recouvrement de toutes les créances et n'ordonnant que les dépenses justifiées ;
Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

Fonctionnement

Dépenses Prévu : 3 316 844,67 €
Réalisé : 2 868 483,80 €

Recettes Prévu : 3 316 844,67 €
Réalisé : 2 860 565,13 €

Résultats à la clôture de l'exercice**Fonctionnement**

Déficit de fonctionnement : 7 918,67 €
Résultats reportés : 561 939,47 €
Résultat définitif : 554 020,80 €

Investissement

Dépenses Prévu : 5 731 40,62 €
Réalisé : 3 090 738,07 €

Recettes Prévu : 5 731 40,62 €
Réalisé : 4 086 533,12 €

Investissement

Excédent d'investissement : 995 795,05 €
Résultats reportés : 1 230 328,71 €
Résultat définitif : 2 226 123,76 €

Accepté à l'unanimité

3- **Approbation du compte de gestion 2013**
Présenté par T. Leyvraz

Après s'être fait présenter les budgets primitif et supplémentaire de l'exercice 2013 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées, celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif et l'état du passif ;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2013 ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés ;

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 compris celles relatives à la journée complémentaire ;

Accepté à l'unanimité

4- **Affectation du résultat de fonctionnement**
Présenté par T. Leyvraz

Accepté à l'unanimité

5- **Budget supplémentaire 2014**
Présenté par T. Leyvraz

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-11 et L.2312-1 ;

Vu sa délibération du 24 février 2014 portant adoption du Budget Primitif de l'exercice 2014 ;

Considérant la nécessité d'intégrer les modifications consécutivement à l'approbation du compte administratif de l'exercice 2013 ;

Considérant qu'il convient par conséquent d'adopter un Budget supplémentaire pour l'exercice 2014 ;

Accepté à l'unanimité

6- **Création d'un emploi contractuel aux Services Techniques**
Présenté par T. Leyvraz

Monsieur le Maire-adjoint en charge du personnel explique à l'Assemblée qu'il y aurait lieu de créer un emploi d'agent technique à temps complet pour les services techniques afin d'assurer divers travaux de voirie (tonte espaces verts, élagage, entretien de la voirie...)

Il est précisé que cette création d'emploi est temporaire et pour une durée de quatre mois avec un recrutement fait au plus tard le 31 août 2014.

Accepté à la majorité

(11 voix, 1 abstention)

7- **Création de 2 emplois contractuels job été aux Services Techniques**
Présenté par T. Leyvraz

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée qu'il y aurait lieu de créer deux emplois d'adjoint technique à temps complet pour les services techniques de la mairie durant la période estivale pour travaux saisonniers.

Le premier emploi sera un emploi à durée déterminée pour une durée de 2 semaines en juillet 2014, le second sera un emploi à durée déterminée d'une durée de 2 semaines en août 2014.

Accepté à l'unanimité

8- **Modification du tableau des emplois permanents**
Présenté par T. Leyvraz

Monsieur le Maire-adjoint expose qu'il appartient à l'organe délibérant de la collectivité sur proposition de l'autorité territoriale, de fixer les effectifs des emplois permanents à temps complet nécessaires au fonctionnement des services communaux

Vu la Loi n° 84-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits & libertés des communes et de leurs établissements publics,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant ; et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **ACCEPTE** les propositions du Maire,
- **FIXE** le nouveau tableau des emplois permanents de la commune au **1^{er} mai 2014** comme suit :

EMPLOIS A TEMPS COMPLET	Nombre	Grade / Cadre d'emplois
Direction :		
- Directeur général des Services	1	Attaché territorial
Service Administratif :		
- Agent comptable	1	Adjoint administratif 2 ^{ème} classe
Service Technique :		
- Responsable des Services Techniques	1	Agent de maîtrise
- Entretien voirie, employé polyvalent – conducteur spécialisé	2	Adjoint Technique 2 ^{nde} classe
- Employé polyvalent, entretien locaux, cantine scolaire, Agence postale communale	1	Adjoint Technique 2 ^{nde} classe
- Employé polyvalent, entretien locaux, Agence postale communale	1	Adjoint Technique 2 ^{nde} classe

EMPLOIS A TEMPS NON COMPLET**Nombre****Grade / Cadre d'emplois**

- Responsable du service administratif- Gestion des Ressources Humaines - Urbanisme	1	Rédacteur (30h/s)
- Secrétaire administrative polyvalente	2	Adjoint Administratif 2 nd e classe (17h30/s)
- Agent de service des Ecoles/Poste	1	Adjoint Technique 1 ^{ère} classe (33h30/s)
- Agent de service des Ecoles	1	Adjoint Technique 2 nd e classe (21h/s)
- Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles	1	ATSEM 1 ^{ère} classe (22h50/s)

9- **Médecine Préventive – convention avec le CDG01**
Présenté par T. Leyvraz

Monsieur le Maire-adjoint expose à l'Assemblée la convention de médecine préventive proposée par le CDG01.

Cette convention a pour objet l'adhésion de la collectivité au service de Médecine préventive du CDG01.

Elle concerne tous les agents de la collectivité titulaires, stagiaires ou non-titulaires et les agents en contrat de droit privé.

Ce service assure des prestations de surveillance médicale des agents (visite périodique réglementaire, visites de reprises après un congé maladie ou accident de travail de plus de 30 jours, suivi médical...).

Ce service a également un rôle de conseil auprès de l'autorité territoriale ainsi que des agents (aménagement poste de travail, amélioration des conditions de travail, risques professionnels,...).

Une fois par an, la collectivité doit fournir au service de Médecine préventive une liste du personnel.

La prestation « médecine préventive » est financée par une cotisation annuelle forfaitaire fixée à 55€par agent, fonctionnaire ou non au 31 décembre de l'année précédente.

La convention sera conclue pour une durée d'un an à compter du **1^{er} mai 2014**.

Accepté à l'unanimité

10- **Nouvelle mairie – Diagnostic amiante**
Présenté par MP Girod

Madame le Maire-adjoint en charge des travaux explique à l'Assemblée que dans le cadre du projet « Nouvelle mairie », il convient de procéder au diagnostic Amiante dans le bâtiment de l'ancienne auberge gessienne avant la réalisation de travaux.

Ce diagnostic sera confié au bureau VERITAS 69571 DARDILLY et la prestation consiste au repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Le montant de cette mission est de 1'100 € HT.

Accepté à l'unanimité

11- **Nouvelle mairie – convention de contrôle technique**
Présenté par MP Girod

Madame le maire-adjoint en charge des travaux propose de confier à l'entreprise Bureau Veritas, la mission de contrôle technique pour les travaux de réhabilitation de la nouvelle mairie.

Un devis a été demandé au Bureau Veritas 69571 DARDILLY. Le montant est de 6'940€ HT.

Accepté 11 voix Pour et 1 voix Contre

12- **Extension groupe scolaire – avenant contrat de convention contrôle technique**
Présenté par MP Girod

Madame le Maire-adjoint en charge des travaux explique à l'Assemblée que dans le cadre du marché de travaux d'extension du groupe scolaire Françoise Dolto un contrat de convention de contrôle technique avec le Bureau VERITAS signé en date du 24 mai 2013.

Il convient de signer un avenant à ce contrat pour les prestations suivantes :

- Mission de prestation portant sur la solidité des éléments d'équipements dissociables des ouvrages visés par la mission de base
- Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme.

Le montant de cet avenant est de 600 euros HT.

Accepté 10 voix Pour, 1 voix Contre, 2 Abstentions

13- **Extension groupe scolaire – contrat attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées**
Présenté par MP Girod

Madame le Maire-adjoint en charge des travaux explique à l'Assemblée que dans le cadre du marché de travaux d'extension du groupe scolaire Françoise Dolto il convient de confier au bureau VERITAS la mission de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux pour l'extension du groupe scolaire Françoise Dolto.

Le montant de la mission s'élève à 300 euros HT.

Accepté 10 voix Pour et 2 voix Contre

14- **Renouvellement contrat de location appartement n° 24 La Venelle**
Présenté par T. Leyvraz

Monsieur le Maire-adjoint informe l'Assemblée que le contrat de location du logement n°24 situé au bâtiment « la venelle » sis rue St Maurice arrive à échéance le 30 avril 2014. Il convient de renouveler ce contrat de location pour une durée de trois ans, soit du 1^{er} mai 2014 au 30 avril 2017.

Accepté à l'unanimité

15- **FONCIA VOLTAIRE – proposition commerciale de gestion de l'appartement La Fruitière**
Présenté par C. Martin

Délibération reportée au prochain conseil.

16- **Cabinet d'avocats PETIT & Associés – convention assistance juridique**
Présenté par T. Leyvraz

Monsieur le Maire-adjoint expose à l'Assemblée le projet de convention d'assistance juridique permanente à conclure avec le cabinet d'avocats Philippe PETIT & Associés 69001 LYON.

Cette convention a pour objet l'assistance du cabinet PETIT dans l'analyse des problèmes juridiques qui sont posés à la collectivité ainsi qu'aux élus et aux services communaux, et pour représenter en justice la commune dans le cadre des procédures contentieuses tant devant les juridictions administratives que judiciaires.

Cette convention détermine les modalités dans lesquelles le cabinet PETIT réalisera sa mission.

Elle est conclue pour une durée de 12 mois, à compter 15 avril 2014, renouvelable trois fois par reconduction expresse.

Le taux horaire retenu est de 150 euros HT.

Accepté à l'unanimité

17- SIIF – Désignation des représentants
Présenté par T. Leyvraz

Suite à l'élection du nouveau conseil municipal en date du 23 mars 2014, il convient de renouveler les membres appelés à représenter la commune au sein du Syndicat Intercommunal d'Initiative Forestière.

Il a été procédé, sous la Présidence de Monsieur le 1^{er} adjoint au Maire, à l'élection de 2 délégués titulaires et de 2 suppléants.

Il est proposé les candidatures de :

Titulaires : M. LETSCHER Robin – M. CHIGGIATO Paolo

Suppléants : Mme ESTEVENY Laure – Mme HERREROS Y GOMEZ Elodie.

Nombre de votants : 12

Suffrages exprimés : 12

Majorité absolue : 7

Ont obtenu 12 voix :

Titulaires : M. LETSCHER Robin – M. CHIGGIATO Paolo

Suppléants : Mme ESTEVENY Laure – Mme HERREROS Y GOMEZ Elodie.

18- SIEA – Désignation des représentants
Présenté par T. Leyvraz

Suite à l'élection du nouveau conseil municipal en date du 23 mars 2014, il convient de renouveler les membres appelés à représenter la commune dans les diverses structures intercommunales dont le Syndicat Intercommunal d'Energie et de E-communication de l'Ain.

Il a été procédé, sous la Présidence de Monsieur le 1^{er} adjoint au Maire, à l'élection des représentants du Syndicat Intercommunal d'Energie et de E-communication de l'Ain.

Il est proposé les candidatures de :

Titulaire : M. LETSCHER Robin

Suppléant : Mme ESTEVENY Laure

Nombre de votants : 12

Suffrages exprimés : 12

Majorité absolue : 7

Ont obtenu 12 voix :

Titulaire : M. LETSCHER Robin

Suppléant : Mme ESTEVENY Laure

II – INFORMATIONS DIVERSES

Leyvraz Thierry :

- SIEA : réception des rapports annuels. Une demande de rendez-vous sera faite auprès du SIEA pour des avoir des explications sur le réseau éclairage public.
- Horaires réunion : il est demandé de fixer les réunions après 18h ou 20h30 de préférence.

Marie-Pierre Girod : Rappel réunion Travaux le samedi 26 avril 2014 à 9h en mairie.

Catherine Aubry :

- Contacter Familles Rurales pour un rendez-vous pour l'organisation des activités pour la rentrée 2014-2015.
- Voir également le montant de la participation financière des parents à déterminer.
- Il est demandé également davantage de communication entre les parents de l'école F. Dolto et les élus pour l'organisation des rythmes scolaires.

Elodie Herreros y Gomez :

- Il est demandé de prévoir le vote des commissions municipales au prochain conseil municipal.
- Site internet : il est dit que ce dernier n'est pas à jour.

Paolo Chiggiato :

- Commission Sécurité : Photos à l'appui, il a identifié des problèmes de sécurité.
- une commission sera fixée rapidement.

Robin Letscher :

- Nettoyage de printemps est fixé au 17 mai 2014.

Catherine Mathieu :

- CCAS : toujours dans l'attente des courriers d'acceptation des personnes contactées pour constituer le nouveau conseil d'administration.
- Prochaine réunion CCAS sera fixée dans le mois de mai.
- La commission envisage un voyage, si le budget est alloué.

Colette Martin :

- Rappel cérémonie commémorative du 8 mai à 18h30 devant le monument aux Morts.
La présence des élus est vivement sollicitée.

La séance est levée à 22h10.